



Treaty Series No. 28 (1929)

AGREEMENT

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS
IN THE UNITED KINGDOM
AND IN THE IRISH FREE STATE
AND THE
FRENCH GOVERNMENT

for the

Compensation of War Damage

Paris, August 2, 1929

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:
Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;
York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;
15, Donegall Square West, Belfast;
or through any Bookseller.

1929

Price 2d. Net

Cmd. 3404

Accord entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'État Libre d'Irlande pour la Réparation des Dommages de Guerre.

LE Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'État Libre d'Irlande, d'autre part, également désireux de s'assurer la réparation pour les dommages de guerre certains, matériels et directs, ont décidé à cet effet de conclure l'accord suivant :

ARTICLE 1^{er}.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder, suivant les modalités fixées par le présent accord, à leurs ressortissants respectifs visés aux articles 2 et 3, victimes de dommages de guerre sur les territoires visés à ces articles, la réparation de ces dommages dans les conditions déterminées par les lois ou les règlements qui y sont en vigueur.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes produiront des pièces justificatives de leur état civil et de leurs qualités. Ces pièces seront transmises par la voie diplomatique avec attestation que les intéressés sont ressortissants français ou ressortissants britanniques des territoires visés dans le préambule du présent accord.

ARTICLE 2.

Les ressortissants britanniques ayant subi sur le territoire métropolitain de la France des dommages de guerre causés aux biens, visés par la législation française, et autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après, seront admis au bénéfice de ladite législation.

S'il s'agit d'immeubles par nature ou par destination, ou d'outillage professionnel, le bénéfice de la législation française ne sera acquis aux intéressés que sous la condition qu'ils affectent ou qu'ils aient affecté à la reconstitution ou à la remise en état des biens endommagés, ou, si le sinistré n'a pas la possibilité de faire cette reconstitution, à la reconstitution de biens ayant une affectation analogue, une somme équivalente à la totalité de l'indemnité versée par l'État français.

ARTICLE 3.

Les ressortissants français ayant subi sur les territoires du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou de l'État Libre d'Irlande des dommages autres que ceux mentionnés à l'article 6 ci-après, seront indemnisés suivant le cas par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou par le Gouvernement de l'État Libre d'Irlande dans les

conditions appliquées par la "Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action" aux ressortissants britanniques.

ARTICLE 4.

En ce qui concerne spécialement le mobilier familial, s'il n'est pas reconstitué dans le pays du lieu du dommage :

- (a) Les ressortissants britanniques visés à l'article 2 recevront en France le montant de la perte subie (valeur 1914), sous déduction des sommes qu'ils ont déjà reçues de leur Gouvernement pour ces mêmes dommages ;
- (b) Dans le même cas, les sinistrés français visés à l'article 3 auront droit dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'État Libre d'Irlande à une indemnité allouée suivant les règles établies par la "Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action" pour les ressortissants britanniques.

Dans le cas où la reconstitution aura été effectuée dans le pays du lieu du dommage, chacune des Parties contractantes s'engage à traiter les ressortissants de l'autre dans les mêmes conditions que ses nationaux.

ARTICLE 5.

Le bénéfice des dispositions des articles précédents appartient également aux sociétés de personnes ou de capitaux constituées dans les territoires visés aux articles 2 et 3 sous le régime des législations des Parties contractantes.

Lesdites sociétés devront justifier de leur situation par la production de documents probants transmis dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article 1^{er}.

ARTICLE 6.

Sont exclus du droit à la réparation prévu par le présent accord :

- 1. Les amendes et peines pécuniaires infligées par l'ennemi ;
- 2. Les dommages relatifs au logement des troupes des Puissances alliées en marche ou en cantonnement, aux prestations militaires et aux réquisitions ;
- 3. Les dommages relatifs aux titres et coupons et valeurs au porteur de toute nature, y compris le numéraire.

ARTICLE 7.

Le montant des indemnités déjà versées aux ressortissants britanniques visés à l'article 2 par les Gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'État Libre d'Irlande au titre des dommages de guerre subis en France sera déduit du montant des versements à faire par le Trésor français pour les mêmes dommages sur la base du taux du change de l'époque des paiements effectués par les autorités britanniques. Le montant et la date des paiements seront notifiés au Gouvernement français dans

un délai de six mois à partir de la date de la publication officielle du présent accord.

ARTICLE 8.

Les règlements d'indemnités seront effectués en France au profit des ressortissants britanniques visés à l'article 2 dans les conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés français.

Réciproquement les règlements d'indemnités seront effectués dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'État Libre d'Irlande au profit des ressortissants français visés à l'article 3 dans les mêmes conditions et suivant les modalités de paiement applicables aux sinistrés britanniques.

ARTICLE 9.

Les indemnités qui seront versées par le Gouvernement français ne seront, toutefois, productives d'intérêts dans les conditions prévues par la loi française des dommages de guerre, qu'à partir du 1^{er} janvier 1925.

ARTICLE 10.

Seront seules admises les demandes des ressortissants britanniques visés à l'article 2 qui auront été déjà déposées entre les mains des autorités françaises compétentes ou des autorités britanniques compétentes dans les délais prescrits par les lois ou règlements de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Les demandes d'indemnité des ressortissants britanniques visés à l'article 2 qui ont été portées directement devant leurs autorités seront transmises dans un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord au Gouvernement français, qui les soumettra aux organismes d'évaluation prévus par la législation française.

Les Français ayant subi des dommages de guerre dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ou dans l'État Libre d'Irlande auront un délai de six mois à partir de la publication officielle du présent accord pour faire parvenir leurs demandes d'indemnité aux autorités britanniques par l'entremise de l'Ambassade de France à Londres.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le 2 août 1929.

Pour le Gouvernement de la
République française :

A. BRIAND.

Pour le Gouvernement du
Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du
Nord :

TYRRELL OF AVON.

Pour le Gouvernement de l'État
Libre d'Irlande :

P. MCGILLIGAN.

(Translation.)

Agreement between the Government of the French Republic and His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State for the Compensation of War Damage.

THE Government of the French Republic, for the one part, and the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Irish Free State, for the other part, being equally desirous of securing compensation for certain material and direct war damage, have decided for this purpose to conclude the following agreement :—

ARTICLE 1.

The Contracting Parties undertake to grant, according to the terms defined by the present agreement, to their respective nationals referred to in articles 2 and 3, sufferers from war damage on the territories referred to in these articles, compensation for this damage under the conditions laid down by the laws or regulations there in force.

The nationals of each of the Contracting Parties shall produce documents to prove their personal status and calling. These documents shall be forwarded through the diplomatic channel accompanied by an attestation that the parties concerned are French nationals or British nationals of the territories referred to in the preamble to the present agreement.

ARTICLE 2.

British nationals who have suffered on French home territory such war damage to property as is referred to in French legislation, exclusive of the damage mentioned in article 6 below, shall be admitted to the benefit of the said legislation.

As regards real property and appurtenances or professional equipment, the benefit of the French legislation shall not accrue to the parties concerned unless they allocate or have allocated to the reconstitution or putting into order of the damaged property or, if the war sufferer is not in a position to effect this reconstitution, to the reconstitution of properties for similar use, a sum equivalent to the total compensation paid by the French State.

ARTICLE 3.

French nationals who have suffered in the territories of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or of the Irish Free State damage other than that mentioned in article 6 below, shall be compensated by the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or by the Government of the Irish Free State, as the case may be, under the con-

ditions applied by the "Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action" to British nationals.

ARTICLE 4.

As regards, in particular, household effects, if they have not been reconstituted in the country where the damage occurred :

- (a) The British nationals referred to in article 2 shall receive in France the amount of the actual loss (1914 value) after deduction of the sums which they have already received from their Government for the same damage;
- (b) In the same case the French war sufferers referred to in article 3 shall have the right in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State to a compensation allocated according to the rules laid down by the "Royal Commission on Compensation for Suffering and Damage by Enemy Action" for British nationals.

In the event of the reconstitution having been effected in the country where the damage occurred, each of the Contracting Parties undertakes to treat the nationals of the other in the same conditions as its own nationals.

ARTICLE 5.

The benefit of the provisions of the preceding articles is likewise granted to private or joint-stock companies constituted in the territories referred to in articles 2 and 3 under the provisions of the legislation of the Contracting Parties.

The said companies shall be required to prove their situation by the production of conclusive documents transmitted under the conditions defined by the second paragraph of article 1.

ARTICLE 6.

No right to the compensation provided for in the present agreement shall exist in the case of :

1. Fines and pecuniary penalties inflicted by the enemy;
2. Damage relating to the housing of troops of the Allied Powers on the march or in billets, to military indented supplies and requisitions;
3. Damage relating to securities and coupons and bearer certificates of all kinds, including cash.

ARTICLE 7.

The amount of the compensation already paid to the British subjects referred to in article 2 by the Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Irish Free State on account of war damage suffered in France shall be deducted from the amount of the payments to be made by the French Treasury for the same damage on the basis of the rate of exchange at the time when the payments were made by the British authorities. The amount and the date of the payments shall be notified to the

French Government within a period of six months from the date of the official publication of the present agreement.

ARTICLE 8.

The settlement of the compensation shall be effected in France for the benefit of the British nationals referred to in article 2 under the conditions and according to the terms of payment applicable to French war sufferers.

Reciprocally the settlement of compensation shall be effected in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State for the benefit of the French nationals referred to in article 3 under the same conditions and according to the terms of payment applicable to British war sufferers.

ARTICLE 9.

The compensation to be paid by the French Government shall not, however, bear interest under the conditions provided for by the French war damage law, except as from the 1st January, 1925.

ARTICLE 10.

The claims of the British subjects referred to in article 2 shall only be receivable if they have been already lodged with the competent French authorities or with the competent British authorities within the limits of time prescribed by the laws or regulations of one or other of the Contracting Parties.

Claims for compensation on the part of the British subjects referred to in article 2, which have been addressed directly to their authorities, shall be forwarded within a period of six months from the official publication of the present agreement to the French Government, which shall submit them to the organisations for assessment provided for by French legislation.

The French nationals who have suffered war damage in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland or in the Irish Free State shall be allowed a period of six months from the official publication of the present agreement to place their claims for compensation in the hands of the British authorities through the French Embassy in London.

In faith whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present agreement and have affixed thereto their seals.

Done at Paris, the 2nd August, 1929.

For the Government of the
French Republic :

A. BRIAND.

For the Government of the
United Kingdom of Great
Britain and Northern
Ireland :

TYRRELL OF AVON.

For the Government of the
Irish Free State :

P. MCGILLIGAN.